

DISCOURS DE SAÏD SADI A L'OUVERTURE DU 3<sup>e</sup> CONGRÈS DU RCD

## Sévère réquisitoire contre le système politique en place

C'est un homme fort et réconforté dans ses convictions qui s'est présenté jeudi, à la tribune du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf, pour prononcer le discours d'ouverture du 3<sup>e</sup> congrès du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD). Le Dr Saïd Sadi a tenu, bon gré, mal gré, à faire de cet événement, un véritable tournant dans le parcours de son parti qui célébrait à cette même date son dix-huitième anniversaire.

Sombant dans un mutisme inquiétant ces dernières années, le RCD renaît de ses cendres par l'impressionnant succès voué au troisième congrès. 2500 congressistes étaient présents à ce rendez-vous, auquel s'ajoutent des invités de marque, qu'aucun autre parti politique n'a réussi à rassembler autour d'un même événement.

Consacrant l'essentiel de son énergie au travail de proximité et au rassemblement des forces démocratiques marginalisées par la société, le président du RCD s'est adressé hier aux Algériens des 48 wilayas. C'est avec eux qu'il portera son projet de société. Mais avant cela, il s'est arrêté sur les principaux événements qui ont marqué l'Algérie ces dernières années. Il n'est pas étonnant ainsi, de le voir commenter, en faisant le bilan financier de son parti, l'affaire Khalifa et les scandales financiers qui éclat-

boussent la scène économique et politique. C'est en s'imposant une règle de conduite qui est la franchise, que le Dr Sadi s'est étalé sur la situation économique, politique et sociale du pays. «On ne peut pas revendiquer, en 2007, le pouvoir absolu et refuser d'assumer la moindre responsabilité du bilan de sa propre gestion. Dans la classe politique également et j'ai eu déjà à le dire : il n'y a pas de mauvais soldats, il n'y a que de mauvais généraux», a déclaré Saïd Sadi, comme pour déstabiliser la salle et inviter son hôte qui lui fait face, en l'occurrence le chef du gouvernement Abdelaziz Belkhadem, à assumer ses responsabilités. Et d'ajouter : «Quand un ministre est mauvais ou, pire, qu'on l'accuse de malversation, on ne le donne pas en pâture à travers la télévision tout en le gardant dans son staff gouvernemental. Quand on veut rétablir la paix, on ne pénalise pas la vérité et la justice. On en appelle à la sagesse et à la responsabilité pour un examen lucide de la crise en vue de la dépasser et non de l'instrumentaliser». La faillite de la justice algérienne n'est pas indissociable, selon lui, de la défaillance de l'ensemble des institutions de l'Etat, qui mènent le pays vers la dérive, l'instabilité et la discorde. «L'Algérie de demain ne peut s'accommoder, plus longtemps, d'un Parlement relevant plus d'une confrérie

que d'une institution républicaine incarnant la volonté populaire. Le député n'a pas de bureau pour recevoir ses concitoyens. Il ne dispose pas, non plus, de permanence et d'attaché parlementaire dans sa circonscription pour s'entretenir avec les électeurs.

Le site est réduit à une plénière où le vote à main levée fait écho aux injonctions de l'Exécutif», a enchaîné Saïd Sadi, sans gêne d'avoir en face de lui le secrétaire général du parti FLN, majoritaire dans les deux chambres parlementaires. D'ailleurs, ce dernier a dû quitter la salle à la minute qui a suivi la fin du discours du président du RCD. Le grand sourire de Belkhadem n'était pas au rendez-vous, cette fois-ci. Le bilan du RCD n'était pas du goût du chef du gouvernement.

Poursuivant son réquisitoire, Saïd Sadi a néanmoins rappelé que «l'opposition est également une institution qui a pour mission la critique, la contestation et aussi une force de propositions et que le régime en place doit se convaincre de cette réalité». Selon lui, le système national dans tous les secteurs a atteint un délabrement, sans précédent, à un moment même où le pays bénéficie d'une embellie financière des plus rassurantes. «L'Algérie a de l'argent, beaucoup d'argent, mais pas de projets. Les quelques réalisations en

cours sont le fait de démarches isolées, mal suivies et livrées à une exécution le plus souvent douteuse. Comment peut-on expliquer l'indifférence du Parlement devant ces chances qui discréditent le pays et engloissent des ressources faramineuses ?» s'est insurgé le président du RCD. Il y a cependant plus de doute sur l'investiture du parti dans les prochaines élections législatives. Même si Sadi n'annonce pas directement la participation du parti à ce rendez-vous électoral, il reste que les indices sont là. Le rassemblement de plus de 2500 militants, hier, n'était pas dans le simple objectif de renouveler les instances organiques du parti, mais plutôt pour renforcer l'opposition et définir les fondements d'une société démocratique.

Les propositions du RCD visent, en effet, la reconfiguration de l'espace politique, pour garantir à la nation une gouvernance consensuelle, transparente et efficiente. Désormais, le RCD ne compte pas faire de concessions sur son projet. Pour cela, il a fait appel aux cadres marginalisés de la nation, afin de porter ensemble cet espoir.

Saïd Sadi ne renonce pas, non plus, à son projet de l'éducation. Il estime que l'Algérie ne doit pas faire l'économie d'un débat sérieux, serin et adulte sur la religion. L'orateur est plus que jamais convaincu que

«la laïcité permet d'affranchir le religion de l'Etat pour la restituer au champ de la foi». «La séparation des pouvoirs et l'institutionnalisation des droits de l'homme sont des fondements de

l'Etat de droit. Nous le voyons chaque jour, l'Algérie officielle évolue de plus en plus en marge du droit et des principes démocratiques», soutient-il.

Rosa Mansouri

## Saïd Sadi plébiscité

Le Dr Saïd Sadi a été réélu, hier, à l'unanimité, par les congressistes, au poste de président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), dont les travaux du 3<sup>e</sup> congrès se sont poursuivis durant toute la journée d'hier. Même si aucune autre candidature n'a été enregistrée pour le poste de président, Saïd Sadi se retrouve, une fois de plus, soutenu et reconduit par ses pairs. Le renouvellement de confiance des militants, est ainsi un signe de l'attachement des militants du RCD au projet de société que porte la voix de cet homme, depuis des années. La mise en place d'un Etat unitaire régionalisé, garantissant une société démocratique basée sur la justice sociale, les droits de l'homme et du citoyen, le pluralisme politique et linguistique, est au cœur du projet prôné par le RCD et qui a été présenté lors de ce congrès, aux débats. Plusieurs thèmes sont, effectivement, inscrits. Des textes ont été proposés pour enrichissement et discussions. Le tout fera l'objet d'une résolution politique générale, avec laquelle ressortira le congrès. Il s'agira bel et bien d'une feuille de route qui mènera le parti démocratique à ses objectifs. Ces derniers sont résumés en dix chapitres : la République, la démocratie, les droits de l'homme, l'Etat unitaire régional et la démocratie de proximité, l'administration, la société civile et les médias, une société de progrès solidaire, le développement durable, la sécurité nationale et enfin l'Algérie dans le monde. Ainsi, après le discours d'ouverture prononcé par Saïd Sadi à l'ouverture des travaux de ce congrès et la lecture des bilans moral et financier et l'adoption du règlement intérieur qui régit le congrès, les congressistes se sont mis au travail en se constituant en commissions. Chaque commission, composée de plusieurs délégués, est chargée d'étudier un dossier et de sortir avec des propositions sur les différents thèmes retenus, avant de débattre de ces thèmes en plénière. Toujours à la pointe des luttes démocratiques, le RCD reste très attentif à tout ce qui se passe dans le pays et surtout à prendre acte de toutes les violations commises, de toute nature. Dans une intervention intitulée : «République, démocratie et droits de l'homme», Salah Brahimi, secrétaire national à la jeunesse sortant, est revenu sur la décennie noire où des dizaines de milliers d'assassinats ont été commis, notamment contre tous ceux qui défendaient le pays et ceux qui ont refusé d'abdiquer devant les intégristes islamistes. A ce constat, l'orateur s'est indigné de la réaction du pouvoir, qui n'a cessé, selon lui, de «fragiliser les démocrates à chaque échéance électorale. La fraude est devenue un programme et une constante nationale», dit-il. De son côté, le secrétaire national à la formation sortant, M. Ali Brahimi, a estimé que la victoire sur le terrorisme, grâce à la mobilisation et à la résistance des citoyens, «aurait dû libérer les énergies créatrices pour aller de l'avant dans le domaine des réformes des structures économiques, politiques culturelles et aurait dû permettre la définition d'une stratégie de développement». C'est pour toutes ces questions que les congressistes se sont mobilisés hier. Ils sont revenus sur les droits des femmes, des syndicats, des ouvriers et du droit à la parole et l'expression. Le RCD apporte également son regard et sa contribution pour la réussite des réformes économiques, du système monétaire et bancaire. Pour la question fondamentale de la paix, le RCD estime que l'alliance établie entre le pouvoir et les islamistes radicaux et qui a donné naissance à la charte pour la paix et la réconciliation nationale, présente un danger pour le fondement de l'Etat. Le RCD appelle les forces démocratiques à se mobiliser et à rejeter ce genre de consensus qui légitime l'impunité au détriment de la justice et la vérité. Par ailleurs, les congressistes ont consacré l'après-midi d'hier au renouvellement des instances organiques du parti, à savoir le conseil national, le secrétariat national.

R. M.

## RCD : le rassembleur

Le Complexe olympique Mohamed-Boudiaf (la Coupole), à Alger, a abrité jeudi les travaux du 3<sup>e</sup> congrès du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), qui a vu la participation de 2 500 congressistes, issus des 48 wilayas du pays et de l'émigration, en plus des invités de marque, essentiellement des représentants des partis politiques des pays du Maghreb et de l'Europe. D'importantes personnalités politiques nationales ont également assisté à l'ouverture des travaux.

Le secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Abdelaziz Belkhadem, chef du gouvernement en l'occurrence, était au premier rang des invités. Sur la même rangée ont pris place aussi d'anciens chefs de gouvernement, Ahmed Benbitour, Sid Ahmed Ghozali, Rézha Malek, Mokdad Sifi.

C'est la première fois qu'un parti politique a réussi à regrouper toutes ces personnalités, à l'exception d'Ali Benflis, qui s'est éclipsé de la scène politique depuis son retrait du FLN. Les formations politiques, à savoir le FFS, le MSP, El Islah, le RND, le PT, le PRA, ont toutes délégué des représentants. D'anciens ministres, Leïla Aslaoui, Abdelhak Bererhi ont été aussi présents.

On a également remarqué la présence des avocats engagés dans la défense des droits de l'homme, Miloud Brahimi, Ali-Yahia Abdenour ainsi que Mohand Issad, l'ancien président de la Commission de réforme de la justice. L'ouverture des travaux du congrès du

RCD est aussi plébiscité par la présence de l'ensemble des formations syndicales et aussi du mouvement associatif.

Ce nombre important d'invités, dont l'écrasante majorité lutte pour les libertés syndicales, ouvrières et les libertés d'expression, a d'ailleurs arraché un commentaire à l'ancien ministre Benbitour qui a qualifié ce congrès d'un vrai «rassemblement». Un rassemblement qui a, en effet, franchi les frontières nationales pour inviter nos voisins du Maroc et de Tunisie, à participer au congrès.

On note en effet la présence du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, Tunisie), et d'autres partis marocains, à l'exemple du Mouvement populaire (MP), du Maroc, du Parti progressiste socialiste (PPS), l'Union socialiste des forces populaires (USFP) et enfin un représentant de l'Institut royal de culture amazighe (IRCAM) et d'un membre de l'Institut Tarik-Ibn-Zyad. Par ailleurs, des formations politiques françaises et italiennes ont délégué leurs représentants.

L'Union de la majorité présidentielle (UMP), parti de la majorité à l'Assemblée française, est représentée par son secrétaire national, Abderrahmane Dahmane. Le Parti communiste français (PCF) est, quant à lui, représenté par un membre de son conseil national, Mme Christine Mendelson. A signaler la présence de M. Emmanuel Dupuy, conseiller spécial de Corine Lepage (cap 21),

ancienne ministre de l'Environnement.

La classe politique italienne est représentée par le parti Democratici Sinistra (DS) qui a délégué M. Gianfranco Brusasco, membre de son secrétariat international. Ces invités ont tous exprimé leur attachement aux fondements d'une République démocratique, basée essentiellement sur le respect des libertés. Si les amis du Maghreb ont exploité cette opportunité pour soumettre au débat la possibilité de remettre en marche le train de l'Union du grand Maghreb, pour une refondation des relations entre ces pays, il n'en demeure pas moins que les voisins européens s'attachent quant à eux à la proximité de cette rive euro-méditerranéenne, qui peut constituer, selon certains, une véritable passerelle pour la prospérité de l'économie euro-maghrébine.

La question des communautés immigrées a constitué, à son tour, la priorité des partis politiques français. Nous militons pour que les relations franco-algériennes ne soient pas libérales. «Nous militons pour des échanges durables loin du colonialisme et de ses misères. Le colonialisme est un système inhumain.

Et la loi du 23 février 2005, nous la combattons», s'est exprimé M<sup>me</sup> Christine Mendelson, membre du conseil national du Parti communiste français (PCF).

R. M.

## DECES

La famille Ghalmi a la douleur de faire part du décès de son cher et regretté père et grand-père

Ghalmi Ahmed

La levée du corps se fera aujourd'hui du domicile mortuaire sis au 24, rue Abdelkader-Fodil, Bt n° 09 - B-E-O - Alger.

A Dieu nous appartenons  
et à Lui nous retournerons.